

Rabat, le 04 juin 2019

CIRCULAIRE N° 5945/ 311

OBJET : Accueil des Marocains Résidant à l'Étranger.
Préparation de la campagne d'accueil « Marhaba 2019 ».

REF : Circulaire n° 5816/311 du 06 Juin 2018.

A l'approche de la campagne d'accueil des Marocains Résidant à l'Etranger (M.R.E), l'attention de l'ensemble des agents, particulièrement ceux exerçant aux postes et bureaux frontières, est à nouveau attirée sur la nécessité d'assurer le meilleur accueil à nos concitoyens établis à l'étranger et de faciliter l'accomplissement des formalités de passage en douane pendant la période estivale, tout en veillant à l'application de la législation et de la réglementation en vigueur.

La campagne de cette année est marquée par l'assouplissement de la procédure d'admission temporaire des moyens de transport à usage privé des voyageurs non-résidents. Cet assouplissement consiste en l'abandon des anciens modes déclaratifs en usage jusqu'au 31 Décembre 2018, tels les déclarations d'admission temporaire de moyens de transport modèles D16ter, D16bis et D716.

Ainsi, depuis le 1er Janvier 2019, l'admission temporaire des moyens de transport importés par les personnes ayant leur résidence habituelle à l'étranger, est prise en charge sur le système informatique de l'Administration des Douanes sur la base des indications fournies par le voyageur, pour l'identification de son moyen de transport. Un document, selon le modèle joint à la présente, édité du système est délivré à l'intéressé pour le présenter à l'occasion de tout contrôle sur le territoire national.

Cette nouvelle mesure qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie de digitalisation de l'Administration, permettra un passage plus rapide et plus fluide lors de l'accomplissement des formalités douanières d'admission temporaire des véhicules.

Par ailleurs, d'autres mesures d'assouplissement ont été prises en réponse aux doléances exprimées par nos concitoyens établis à l'Etranger:

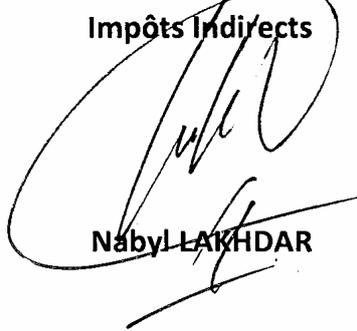
- levée, en cas de séjour continu, de la condition d'interruption de séjour d'au moins 24 heures pour prétendre au bénéfice du reliquat d'admission temporaire d'un véhicule au titre de l'année en cours. Les responsables locaux (Ordonnateurs) autorisent, désormais, ce genre de prorogation sans que l'importateur du véhicule ne soit obligé de quitter le territoire national ;
- la conduite d'un véhicule immatriculé à l'étranger, placé sous le régime d'admission temporaire, est élargie aux ascendants, en sus des conjoints et des descendants, résidents eux aussi à l'étranger et ce, en dispense de procuration.

L'ensemble des dispositions relatives aux facilités et tolérances prévues en faveur des Marocains du Monde, telles que modifiées et complétées, sont reproduites en annexe et sur le guide «Marocains du Monde 2019» mis en ligne sur le site de l'Administration: www.douane.gov.ma. Les nouveautés de 2019 y sont indiquées en caractère gras de couleur bleue.

J'insiste sur la nécessité de renforcer davantage la collaboration et la coordination avec les divers acteurs concernés par cette opération, notamment, la Fondation Mohammed V pour la Solidarité, la Fondation Hassan II pour les MRE, le Ministère chargé des MRE et des Affaires de la Migration, la DGSN, les autorités locales, etc.

Toute difficulté qui surgirait à l'occasion de l'exécution de cette partie de service doit être immédiatement signalée à l'Administration Centrale sous le timbre de la présente.

**Le Directeur Général de
l'Administration des Douanes et
Impôts Indirects**



Nabyl LAKHDAR

Modèle du document de circulation sous le régime de l'admission temporaire des moyens de transport appartenant à des personnes ayant leur résidence habituelle à l'étranger

RECTO

القبول المؤقت ADMISSION TEMPORAIRE		المملكة المغربية ROYAUME DU MAROC
Nom, Prénom :	Passeport :	رقم اللوحة / السلسلة:
N° d'immatriculation/Série :		صالحة إلى غاية:
Valable jusqu'au :		
	Référence d'enregistrement Date d'émission	
Administration des douanes et Impôts Indirects		إدارة الجمارك و الضرائب غير المباشرة

VERSO

<p>- يجب إعادة تصدير المركبة داخل أجل الصلاحية المشار إليه في الوجه الأول للوثيقة.</p> <p>- إن قيادة المركبة من قبل شخص غير صاحب هذا التصريح تعتبر مخالفة يعاقب عليها القانون باستثناء الحالات المرخصة.</p> <p>- يمكنكم الاطلاع على الوضعية الجمركية لمركبتكم عبر الموقع الإلكتروني أدناه.</p> <p>- La réexportation du véhicule doit intervenir dans le délai de validité indiqué au recto.</p> <p>- La conduite du véhicule par une personne tierce constitue une infraction passible de sanction sauf les cas autorisés par la réglementation en vigueur.</p> <p>- Vous pouvez consulter la situation douanière de votre véhicule sur le site web de l'administration www.douane.gov.ma</p>

ANNEXE

SOMMAIRE	PAGE
I- REGIME APPLICABLE AUX EFFETS ET OBJETS PERSONNELS	2
I.1 Entrée en vacances	2
1.1.1 Facilités et tolérances accordées	2
A- Admission temporaire	2
B- Franchise totale	2
1.1.2 Conditions d'octroi des franchises et tolérances	2
I.2 Retour définitif	3
1.2.1 Facilités et tolérances accordées	3
1.2.2 Conditions d'octroi des franchises et tolérances	3
I.3 Dispositions générales	4
1.3.1 Importation strictement interdites	4
1.3.2 Importations soumises à des formalités particulières	4
1.3.3 Importation de médicaments à usage personnel	4
1.3.4 Dons consentis à certaines entités	5
1.3.5 Paiement des droits et taxes	5
II- REGIME APPLICABLE AUX VEHICULES	5
II.1 Entrée en vacances : Admission temporaire	5
II.2 Véhicules des MRE d'âge avancé : abattement de 90%	6
II.3 Voitures et chaises aménagées pour les personnes en situation d'handicap	7
II.4 Dispositions Générales concernant les véhicules	7
1- Admission temporaire des moyens de transport à usage privé	7
2- Prise en charge de l'admission temporaire	8
3- Régularisation de l'admission temporaire	8
4- Consultation de la situation douanière du véhicule	8
5- Dépassement de délai	8
6- Carte internationale d'assurance automobile « carte verte »	9
7- Importation par procuration	9
8- Importation de véhicules de location	9
9- Transfert de l'admission temporaire des véhicules	9
10- Retour à l'étranger	10
11- Conduite du véhicule à l'intérieur du Maroc	10
12- Conduite du véhicule vers l'étranger	10
13- Dédouanement pour la ferraille	10
14- Importation de pièces de rechange	11
15- Véhicules déclarés volés	11
III- REGIME DE CHANGE	11
1- Importation de moyens de paiement libellés en devises	11
2- Exportation de moyens de paiement libellés en devises	12
3- Importation et exportation de dirhams	12
4- Voyages personnels : Dotation touristique	12
5- Voyages pour études à l'étranger	12
6- Voyages pour soins médicaux à l'étranger	12
7- Carte de Crédit International	12
IV- BENEFICE DE LA DETAXE AUX FRONTIERES	13

I –RÉGIME APPLICABLE AUX EFFETS ET OBJETS PERSONNELS

I.1 – Entrée en vacances

I.1.1 Facilités et tolérances accordées

A - Admission Temporaire (Pour tous les Marocains Résidant à l'Étranger)

Les Marocains Résidant à l'Étranger peuvent importer temporairement, pour les besoins de leur séjour au Maroc, leurs effets et objets personnels usuels en cours d'usage, tels que :

- bijoux personnels;
- un instrument de musique portatif;
- un ordinateur portable personnel;
- **un fauteuil roulant à propulsion manuelle ou électrique (pour les personnes à mobilité réduite) et autres accessoires orthopédiques à usage strictement personnel (déambulateur par ex) ;**
- articles de sport légers personnels (raquettes, planches de surf, matériels de golf, de pétanque, etc);
- jouets des enfants (les drones et autres objets volants télécommandés ne peuvent être importés parmi les jouets des enfants).

Ces articles à usage strictement personnel ou familial seront importés, en tant que bagages accompagnés, sous le régime de l'admission temporaire en dispense de la souscription d'une déclaration en détail. Ils devront être réexportés au terme du séjour du bénéficiaire au Maroc ou, à défaut, être soumis au paiement des droits et taxes exigibles.

Ces mêmes effets peuvent être également importés temporairement, en tant que bagages non accompagnés.

B - Franchise totale

Les Marocains Résidant à l'Étranger exerçant une activité lucrative (salarié, commerçant, profession libérale, travailleur saisonnier, etc.), peuvent bénéficier de la franchise totale des droits et taxes pour les cadeaux familiaux importés en quantités limitées et sans caractère commercial, de par leur nature, leur nombre ou leur quantité :

- La valeur des cadeaux familiaux doit être inférieure à **20.000 Dhs** par année civile;
- Cette valeur ne doit pas être affectée à un seul article ou type d'articles (à titre d'exemple, les MRE ne peuvent pas importer l'équivalent de 20.000 Dhs uniquement en cravates ou articles chaussants).

Sont exclus du bénéfice de cette franchise :

- les vélomoteurs et les bicyclettes (sauf les bicyclettes pour enfants),
- les meubles (chambres à coucher, vitrines, salles à manger, etc.),
- les tapis (la franchise n'est autorisée que pour un seul tapis),
- les appareils électroménagers à l'état neuf ou d'occasion (réfrigérateurs, cuisinières, machines à laver, etc.),
- les appareils de télévision et autres appareils similaires.

I.1.2 Conditions d'octroi des franchises et tolérances

Les franchises et tolérances précitées sont accordées une seule fois par année civile. Elles portent sur les effets et objets personnels transportés par les MRE eux-mêmes lors de leur entrée au Maroc ainsi que sur les cadeaux familiaux qui ne revêtent pas un caractère commercial ; de par leur nature, leur nombre ou leur quantité.

Pour bénéficier des franchises et tolérances prévues en leur faveur, il appartient aux MRE de produire les documents suivants :

1. Carte de séjour ou tout autre document justifiant la résidence habituelle à l'étranger;
2. Carte de travail, contrat de travail, carte de commerçant, visa de séjour de plus de six (06) mois ou toute autre pièce justifiant la situation socioprofessionnelle à l'étranger de l'intéressé.

I.2 - Retour définitif

I.2.1 Facilités et tolérances accordées

A - Les MRE salariés, commerçants, ou ceux exerçant une profession libérale:

Peuvent bénéficier de la franchise totale pour:

- 1- Le mobilier usagé, les effets personnels et les articles d'habillement en cours d'usage;
- 2- Les appareils électroménagers à l'état neuf ou usagé, à raison d'une unité par catégorie d'appareils (un réfrigérateur, une machine à laver, une cuisinière, etc.);
- 3- Les cadeaux familiaux importés en quantités limitées et sans caractère commercial, dont la valeur ne doit pas dépasser 30.000 Dhs. Cette valeur ne peut en aucun cas être affectée à un seul article (à titre d'exemple, ils ne peuvent pas importer l'équivalent de 30.000 Dhs uniquement en cravates ou articles chaussants);
- 4- Les matériels et outillages usagés dont la valeur n'excède pas 150.000 Dhs. Pour la tranche supérieure à ce montant, le paiement des droits et taxes au tarif en vigueur est exigible.

B - Les MRE étudiants, commerçants ambulants ou travailleurs à Gibraltar (la durée de résidence à Gibraltar doit être d'au moins cinq (05) années):

Peuvent bénéficier de la franchise totale pour:

- leurs mobiliers usagés, effets personnels et articles d'habillement en cours d'usage;
- leurs appareils électroménagers en cours d'usage sans pour autant dépasser une unité de chaque catégorie d'appareils.

I.2.2 Conditions d'octroi des franchises et tolérances

Il est précisé qu'en cas de retour définitif, les facilités et tolérances sont accordées à raison d'un seul déménagement par famille.

Pour bénéficier des franchises et tolérances prévues dans ce cadre, les documents suivants doivent être produits:

1. L'original du certificat de changement de résidence délivré soit, par l'autorité municipale du lieu de départ, soit par le consulat marocain du ressort avec mention de la qualité de l'intéressé (salarié, commerçant, étudiant, etc.);
2. L'inventaire détaillé, daté et signé par les soins de l'intéressé, reprenant les effets personnels et le mobilier composant son déménagement;
3. La liste détaillée des matériels et outillages usagés, datée et signée par les soins de l'intéressé (uniquement pour les MRE ayant exercé une activité lucrative permanente et rentrant définitivement au pays).

Il est rappelé, à cet égard, que l'importation du mobilier et le changement de résidence doivent être simultanés, les objets et effets mobiliers devant être importés en une seule fois.

Toutefois, en cas de déménagement effectué en deux (02) parties, le fractionnement peut être autorisé à condition que la totalité des effets et objets soit reprise sur la liste d'inventaire déposée lors de la première opération d'importation et que les deux opérations se réalisent par le même bureau douanier dans un délai de six (06) mois à compter de la date de délivrance du certificat de changement de résidence.

I.3 Dispositions générales

I.3.1 Importations strictement interdites

- Armes de guerre et leurs munitions;
- Stupéfiants;
- Écrits, imprimés, cassettes et vidéocassettes enregistrées et tous objets contraires aux bonnes mœurs et à l'ordre public ;
- Marchandises contrefaites (Importation et Exportation).

I.3.2 Importations soumises à des formalités particulières

L'importation des marchandises ci-après est soumise à l'accomplissement de certaines formalités particulières, notamment :

- Animaux et produits animaux : certificat vétérinaire délivré par les services compétents relevant de l'Office National de la Sécurité Sanitaire des Produits Alimentaires (ONSSA) ;
- Produits végétaux : certificat phytosanitaire délivré par les services compétents relevant de l'Office National de la Sécurité Sanitaire des Produits Alimentaires (ONSSA) ;
- Espèces de la faune et de la flore sauvages menacées d'extinction et spécimens de ces espèces (convention de Washington): certificat CITES délivré par le département chargé des Eaux et Forêts;
- Armes de chasse et leurs munitions :
 - dans le cas d'un retour définitif : autorisation délivrée par les services centraux de la DGSN pour leur admission en libre pratique ;
 - dans le cas d'un séjour touristique (admission temporaire): autorisation délivrée par les services locaux de la sûreté nationale.
- Certains produits industriels soumis au contrôle normatif, tels les vêtements, les chaussures à l'état neuf, les appareils de cuisson, les machines à laver, etc..., importés en quantité commerciale : autorisation d'accès au marché délivrée par le Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Économie Numérique;
- Plus d'une unité de matériel de télécommunication : homologation de l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications (ANRT) ;
- Produits soumis à licence d'importation tels que :
 - Engins volants sans pilote, propulsés par un moteur et télécommandés de type drones, modèles réduits d'avions, par exemple),
 - Armes blanches de tout genre.

La liste des produits soumis à licence d'importation délivrée par le département chargée du Commerce Extérieur peut être consultée au niveau de l'annexe VII.01 du titre VII de la RDII, accessible via le lien : <http://www.douane.gov.ma/content/rdii/titres.jsf?cc=2501&ami=3&#>

I.3.3 Importation de médicaments à usage personnel

Les MRE peuvent importer des médicaments destinés à leur usage personnel à l'occasion de leur séjour au Maroc. Au moment de l'importation de ces médicaments, ils doivent:

- Produire les documents médicaux y afférents (certificat médical, ordonnance, etc.);
- Souscrire un engagement de n'utiliser les médicaments importés que pour leurs besoins personnels et de réexporter la quantité non utilisée au terme de leur séjour (cf. Note n° 19763/311 du 26/10/2001).

1.3.4 Dons consentis à certaines entités

Les MRE peuvent importer des objets ou des marchandises aux fins de les offrir gratuitement à l'État, à une collectivité locale, à un établissement public, à une association reconnue d'utilité publique ou à une œuvre de bienfaisance. L'octroi de la franchise douanière au titre de ces dons est subordonné à l'accomplissement des formalités requises, impérativement, par l'entité bénéficiaire de la donation.

1.3.5 Paiement des droits et taxes

Les marchandises exclues du bénéfice de la franchise, non éligibles à la facilité de l'admission temporaire sans formalité ou ayant un caractère commercial, ainsi que celles soumises à licence d'importation, doivent faire l'objet d'une déclaration en douane avec paiement des droits et taxes exigibles et accomplissement des formalités inhérentes aux réglementations non douanières éventuellement requises (voir 1.3.2 ci-dessus).

A défaut, ces marchandises peuvent être mises en dépôt (moyennant le paiement de la taxe de magasinage) dans l'attente de leur régularisation, durant un délai n'excédant pas 45 jours et ce, aux risques et périls du propriétaire. Passé le délai de 45 jours, elles seront considérées comme abandonnées en douane.

II—RÉGIME APPLICABLE AUX VEHICULES

II.1 Entrée en vacances (Admission temporaire):

Concerne tous les Marocains Résidant à l'Étranger (personne exerçant une activité lucrative, retraité, commerçant, profession libérale, étudiant, travailleur saisonnier, marchand ambulant, etc.):

1. Admission temporaire des véhicules automobiles

Les MRE peuvent bénéficier du régime de l'admission temporaire (A.T) pour une voiture de tourisme ou un véhicule utilitaire léger (Immatriculation normale ou provisoire) pour un usage strictement personnel et touristique. Au même titre et en sus de ce véhicule, l'AT peut être également accordée pour un engin de nature différente (moto immatriculée, quad, jet ski, bateau de plaisance).

Ce régime d'AT est accordé pour une durée de **180 jours** à consommer d'une manière continue ou fractionnée pendant l'année civile. Ce délai ne peut faire l'objet de prorogation.

Dans le cas d'un chevauchement d'une année civile sur une autre lors d'un séjour continu au pays, le reliquat non consommé de l'admission temporaire accordé à un véhicule au titre de l'année en cours est autorisé sans que le l'importateur du véhicule ne soit obligé de quitter le territoire national.

2. Admission temporaire des moyens de transport maritimes

Les moyens de transport maritimes à usage privé (bateaux de plaisance), destinés à séjourner dans un port de plaisance marocain, appartenant à des personnes ayant leur résidence habituelle à l'étranger, peuvent bénéficier d'un délai de séjour de 18 mois sous le régime de l'admission temporaire. Ce délai est accordé par le service douanier au niveau du port de plaisance considéré, conformément aux dispositions de la circulaire 5574/313 du 11/02/2016.

Cette mesure est accordée aux seuls bateaux de plaisance importés par des personnes ayant leur résidence habituelle à l'étranger.

Les autres engins de sport nautique (jet ski et similaires) ainsi que les bateaux qui n'accostent pas dans un port de plaisance continuent à bénéficier du délai d'admission temporaire de 06 mois.

Les travailleurs saisonniers doivent justifier d'un séjour à l'étranger supérieur ou égal à six (06) mois pour prétendre au bénéfice du régime de l'admission temporaire (contrat de travail, visa de séjour).

Après l'expiration des délais d'admission temporaire accordés, la situation douanière du véhicule ou du bateau de plaisance doit être régularisée soit par la réexportation ou le cas échéant, le dédouanement aux conditions réglementaires avec paiement des droits et taxes exigibles. Dans les deux cas, une amende pour non respect des engagements souscrits en matière d'admission temporaire demeure exigible.

A ce propos, il est rappelé que la mise à la consommation est accordée aux seuls véhicules répondant aux conditions d'homologation fixées par le département chargé du transport.

II.2 Véhicules des MRE d'âge avancé: abattement de 90%

Les MRE, âgés de 60 ans et plus, justifiant d'une résidence effective à l'étranger de plus de 10 ans, quelle que soit leur situation socioprofessionnelle, peuvent, pour le dédouanement d'un véhicule de tourisme respectant les conditions d'homologation, bénéficier d'un abattement de 90% applicable sur la valeur à l'état neuf dudit véhicule.

L'octroi de l'abattement de 90% est soumis aux conditions suivantes :

- **Le Marocain Résidant à l'Étranger (MRE) bénéficiaire doit être âgé de 60 ans et plus.**
L'abattement de 90% ne peut être accordé aux personnes installées définitivement au Maroc.
- **Le MRE bénéficiaire doit avoir effectivement séjourné à l'étranger pendant au moins 10 ans.** Cette condition est applicable également aux personnes ayant travaillé à l'étranger dans le cadre d'une mission ou d'un détachement et ce, quel que soit leur organisme d'appartenance (public, semi public, privé ou autres).
- **Avantage réservé uniquement aux véhicules de tourisme** relevant de la position du SH (EX. 87.03) :
 - Équipés de moteur essence, diesel ou de technologie hybride ou électrique ;
 - Conçus pour le transport de neuf personnes ou moins chauffeur inclus (le nombre de places est celui indiqué sur la carte grise) ; et
 - Autorisés pour la circulation sur la voie publique.

Les autres véhicules tels que les motocycles, les quads, les véhicules de kart-cross et similaires ainsi que les véhicules utilitaires, les véhicules à usage mixte, les camping-cars, les camionnettes, les pick-up, les véhicules double cabines sont exclus.

- **Avantage limité à un seul véhicule dans la vie du bénéficiaire.**
- **La taxation est calculée sur la base d'une valeur estimée, à l'état neuf,** selon la marque, le modèle et les spécifications du véhicule considéré et ce, à hauteur maximale de 300.000 Dhs. La tranche supérieure à cette valeur sera soumise au paiement des droits et taxes exigibles dans le cadre du droit commun.
- **Non cumul des avantages**

L'avantage n'est pas accordé en cas de dédouanement du véhicule au bénéfice d'autres avantages, notamment :

- des avantages prévus par les accords tarifaires ou de libre échange conclus par le Maroc ;
- des avantages accordés aux diplomates marocains et assimilés rappelés à l'Administration Centrale.

Le MRE remplissant ces conditions est tenu de présenter **personnellement** son dossier (les procurations ne sont pas admises pour le dédouanement) au bureau douanier de son choix. Le dossier est composé des documents suivants :

1. Demande établie sur le formulaire correspondant fourni par le bureau douanier concerné et également, disponible sur le site Internet www.douane.gov.ma, à la rubrique MRE / Formulaires ;
2. Justificatif de séjour à l'étranger d'au moins dix (10) ans, délivré par le Consulat du Maroc du ressort, devant être conforme au modèle prévu en annexe de la circulaire n° 5566/311 du 22/01/2016;
3. Copie de la carte de résidence, permis de séjour ou du passeport étranger, en cours de validité, avec adresse à l'étranger. Toutefois, les MRE retournant définitivement au Maroc disposent de 06 mois, à compter de la date de délivrance du certificat de changement de résidence, pour accomplir cette démarche. Dans ce cas, ils doivent fournir le certificat de changement de résidence ne dépassant pas 06 mois à la place de la carte de résidence ou du permis de séjour;
4. Copie de la carte nationale d'identité ou du passeport, en cours de validité ;
5. Certificat d'identification du véhicule établi en double exemplaires par le centre d'immatriculation du lieu de résidence au Maroc;
6. **Copie du document d'Admission temporaire délivré par le bureau douanier d'entrée, établi au nom du bénéficiaire ;**
7. Carte grise du véhicule, établie au nom du bénéficiaire ;

8. Facture d'achat pour les véhicules ayant moins de trois (03) mois d'âge.

Important : Seuls les véhicules de moins de 05 ans d'âge peuvent être acceptés pour le dédouanement. Cependant et conformément aux dispositions du Code de la Route et des textes réglementaires pris pour son application, les véhicules ayant au maximum 10 ans d'âge, à conduite intérieure et disposant au maximum de 09 places assises, peuvent être autorisés pour le dédouanement au cas où le propriétaire est Marocain Résidant à l'Étranger retraité justifiant d'un séjour effectif à l'étranger d'au moins 10 ans, ou en retour définitif au pays.

II .3 Voitures et chaises aménagées pour les personnes en situation d'handicap

Les voitures et les chaises à moteur électrique spécialement aménagés pour les besoins spécifiques des personnes en situation d'handicap bénéficient de l'exonération du « droit d'importation »(Cf article 164 – r du Code des Douanes et Impôts Indirects).

Les conditions d'octroi de cet avantage fiscal ont fait l'objet des circulaires n°s 5282/311 du 30/08/2011 **et 5852/311 du 04/10/2018.**

II.4 Dispositions générales concernant les véhicules

1. **Admission temporaire des moyens de transport à usage privé**

- a) L'admission temporaire des véhicules automobiles et des engins visés au II.1.1, ainsi que leurs pièces de rechange, leurs accessoires et équipements normaux, importés par des personnes ayant leur résidence habituelle à l'étranger pour usage personnel, est accordée sur présentation de la carte de séjour (ou tout autre document justifiant la résidence habituelle à l'étranger), des documents originaux afférents auxdits véhicules (Immatriculation normale ou provisoire).

La prise en charge des admissions temporaires des véhicules est opérée sur le système informatique de l'Administration par les agents de la douane à bord du bateau assurant la traversée vers le Maroc ou à terre aux postes frontières.

Les véhicules immatriculés à l'étranger utilisés pour le transport de bagages non accompagnés pour le compte d'autrui, sont soumis à un régime qui leur est spécifique (Cf. b ci-dessous).

Un véhicule ayant séjourné au Maroc pour toute la durée réglementaire d'admission temporaire au titre d'une année civile ne peut être réadmis sous le même régime durant cette même année. Sa réadmission temporaire au cours de l'année considérée ne peut être autorisée que s'il est importé par un nouvel propriétaire et au vu de la carte grise libellée au nom de ce dernier.

Il importe de préciser que les motocycles non soumis à immatriculation ne peuvent pas être importés sous le régime de l'admission temporaire et sont soumis au paiement des droits et taxes exigibles, après présentation du titre de propriété mentionnant le numéro de châssis, la cylindrée et la date de première mise en circulation.

Sauf les cas prévus au point 11 ci-après, la mise à la disposition à des tiers, le prêt, la cession ou l'utilisation même sous couvert d'une procuration, sans autorisation de l'Administration des Douanes, de tout véhicule admis temporairement constituent des infractions en douane passibles de poursuites judiciaires.

- b) Les moyens de transport à usage privé transportant des marchandises à caractère commercial, ne peuvent pas bénéficier du régime de l'admission temporaire réservé aux touristes venant séjourner temporairement au Maroc.

Les véhicules et les marchandises qu'ils transportent devront satisfaire à la réglementation et aux procédures régissant les importations commerciales.

Les personnes qui souhaitent exercer une activité commerciale doivent :

- Disposer d'un registre de commerce ;
- Présenter à la douane une déclaration en détail (DUM) élaborée par un transitaire ;
- Présenter une facture des marchandises transportées ;
- Accomplir les formalités nécessaires pour certaines marchandises (contrôle des normes,...)
- Allotir les marchandises afin de faciliter le contrôle ;

- Souscrire la déclaration d'admission temporaire des moyens de transport utilisés dans le transport international routier modèle « D17 ».

2. Prise en charge de l'Admission temporaire

A l'entrée au Maroc, l'admission temporaire des moyens de transport importés par les MRE est prise en charge sur le système informatique BADR, sur la base des indications fournies par le voyageur pour l'identification de son moyen de transport.

Un document de circulation reprenant outre les indications sur le véhicule et son importateur, la date d'expiration de la validité de l'admission temporaire est édité du système et délivré à l'intéressé pour le présenter à l'occasion de tout contrôle sur le territoire national.

3. Régularisation de l'admission temporaire :

Tout véhicule admis temporairement doit être, avant l'expiration du délai réglementaire :

- Soit, réexporté par le bénéficiaire de l'admission temporaire lui-même ou par toute autre personne mandatée par lui et autorisée par l'Administration des Douanes. Cette autorisation doit être demandée auprès du bureau des douanes le plus proche de la résidence au Maroc ;
- Soit, dédouané aux conditions réglementaires moyennant le paiement des droits et taxes exigibles et d'une amende pour non respect des engagements souscrits en matière d'admission temporaire.

Le dédouanement peut être effectué auprès de tous les bureaux douaniers; étant précisé que le site Internet offre la possibilité d'obtenir des informations sur le montant des droits et taxes à payer pour le dédouanement d'un véhicule à travers la rubrique : Dédouanement d'un véhicule avec MCV / Calcul des droits et taxes.

En cas de perte du document d'AT, un duplicata est délivré par les services du bureau douanier le plus proche, au vu de la déclaration de perte établie et visée par la police ou la gendarmerie.

4. Consultation de la situation douanière du véhicule

Les MRE qui le souhaitent peuvent consulter via le site Internet de l'administration www.douane.gov.ma, la situation douanière du (ou des) véhicule(s) dont l'admission temporaire non régularisée est prise en charge en leur nom.

Les informations communiquées dans ce cadre sont données à titre indicatif. Pour plus d'informations, il est loisible aux personnes concernées de saisir directement l'administration en l'objet.

5. Dépassement de délai

Les MRE qui dépassent la date limite de validité de l'admission temporaire accordée pour leurs véhicules et qui se présentent spontanément au service douanier, sont astreints au paiement d'une pénalité dont le montant dépend de la durée du dépassement constaté :

1000 dhs pour dépassement de 30 jours et moins ;

2500 dhs pour dépassement de 30 à 60 jours ;

5000 dhs pour dépassement de 60 jours à 06 mois ;

10.000 dhs pour dépassement de 06 mois et plus.

Dans ce cas, le véhicule ne sera autorisé à sortir du territoire national qu'après paiement de la pénalité.

6. Carte internationale d'assurance automobile « carte verte »

Pour utiliser son véhicule sur le territoire national, le MRE doit s'assurer qu'il est en possession d'une police d'assurance automobile « carte verte » valable pour le Maroc et couvrant la période de son séjour.

Si la « carte verte » n'est pas en possession ou si cette dernière n'est pas valable (ne comporte pas le sigle « MA » ou celui-ci est barré, raturé, grisé ou voilé), il importe de souscrire une « assurance frontière » auprès des guichets ouverts aux postes-frontières.

7. Importation par procuration

Les MRE peuvent importer sous le régime de l'admission temporaire une voiture de tourisme appartenant à un non résident au Maroc sur présentation d'une procuration dûment légalisée par les autorités locales du lieu de résidence à l'étranger du propriétaire du véhicule ou par le Consulat marocain du ressort du lieu de résidence à l'étranger.

Si le véhicule a séjourné au Maroc au titre d'une année civile, sa réadmission temporaire au cours de l'année considérée par une tierce personne sous couvert de la procuration susvisée, est autorisée pour le reliquat des six (06) mois.

Ainsi, un véhicule ayant séjourné six (06) mois au Maroc pendant une année civile ne peut être réadmis sous le régime de l'admission temporaire au cours de la même année, même dans le cas où le véhicule en question serait importé par une tierce personne sous couvert d'une procuration. Sa réadmission n'est autorisée que s'il est importé par un nouvel propriétaire et au vu de la carte grise libellée au nom de ce dernier.

Il est précisé que le transfert de la prise en charge informatique ne peut être opéré si le véhicule est importé sous couvert d'une procuration.

8. Importation de véhicules de location

Un MRE peut entrer au Maroc à bord d'un véhicule de location, ce dernier pourra être importé au Maroc sous le régime de l'admission temporaire sur présentation, aux services douaniers du bureau d'entrée, des documents requis suivants:

- documents du véhicule;
- titre de séjour;
- contrat de location précisant, éventuellement, l'approbation de la société locatrice pour que le véhicule en question soit introduit au Maroc, **avec précision des dates de mise à disposition en location et de rupture.**

9. Transfert de l'admission temporaire des véhicules

Les véhicules admis sous le régime de l'admission temporaire ne peuvent faire l'objet de transfert de propriété au profit de personnes résidentes au Maroc qu'après paiement des droits et taxes et des amendes exigibles.

Le transfert de l'admission temporaire d'un véhicule automobile importé par le MRE en faveur d'une autre personne non-résidente habitant dans un même pays peut être autorisé aux conditions suivantes :

- la demande doit être introduite durant le délai de validité de la déclaration d'admission temporaire ;
- la présence effective du cédant et du cessionnaire ;
- l'opération de transfert doit être effectuée auprès des services douaniers dotés du système de contrôle des voyageurs ;
- le cessionnaire ne doit pas avoir en sa charge un véhicule automobile dont la situation n'est pas régularisée ni avoir épuisé son droit au régime de l'admission temporaire ;
- l'exportation du véhicule vers le pays de sa provenance, dans les délais réglementaires.

L'opération de transfert ne donne lieu, en aucun cas, à la prorogation du délai initialement accordé au cédant. Sans préjudice des suites contentieuses, la réexportation du véhicule doit intervenir dans le délai réglementaire.

10 . Retour à l'étranger

En cas de retour à l'étranger, pour des raisons professionnelles, familiales ou de santé, le MRE est autorisé, durant la période de validité de l'admission temporaire, à mettre dans un local de son choix (garage privé ou public), sans scellement douanier et en dispense de formalités, son véhicule admis sous ce régime.

Cette facilité est accordée uniquement durant la durée de validité de l'admission temporaire. La réexportation du véhicule doit être concrétisée avant la date d'expiration du délai accordé, par le bénéficiaire de l'admission temporaire lui-même ou, en cas d'empêchement ou incapacité de celui-ci, par une personne physique ou morale mandatée par lui et autorisée par l'Administration et ce, abstraction faite de l'aspect contentieux éventuel.

Toutefois, lorsque l'AT est échue, l'intéressé doit souscrire un engagement sur l'honneur, conforme au modèle en annexe, pour régulariser, dès son retour au Maroc, d'une part la situation douanière de son véhicule et d'autre part, le contentieux relatif au dépassement du délai d'admission temporaire.

Cette facilité est accordée par les responsables locaux.

Il est à préciser que pendant l'absence de l'importateur, le véhicule en question ne doit en aucun cas être utilisé par une tierce personne.

11. Conduite du véhicule à l'intérieur du Maroc

Un véhicule immatriculé à l'étranger, placé sous le régime de l'admission temporaire, peut être conduit au Maroc, sans procuration, par le conjoint ou, aussi, par un descendant ou un ascendant du propriétaire ou de l'importateur, devant être tous des résidents à l'étranger.

De même, la conduite d'un véhicule admis temporairement ne peut être confiée à un résident au Maroc qu'en présence de l'importateur titulaire de document d'admission temporaire.

12. Conduite du véhicule vers l'étranger

En cas d'incapacité ou d'empêchement de réexporter soi-même son moyen de transport, une autorisation peut être accordée au MRE par l'ordonnateur pour que le véhicule puisse être conduit jusqu'au bureau douanier de sortie, par une tierce personne. Cette dernière peut ne pas remplir les conditions pour bénéficier du régime d'admission temporaire. L'autorisation est accordée par les services du bureau douanier le plus proche de son lieu de résidence au Maroc sur présentation des documents justifiant l'incapacité ou l'empêchement et d'une procuration dûment légalisée.

Lorsque la demande est introduite au-delà du délai de validité de l'AT, l'autorisation peut être accordée par le bureau douanier après régularisation de l'aspect contentieux aux conditions en vigueur.

Il demeure entendu que le MRE bénéficiaire de l'AT demeure engagé vis-à-vis de l'administration jusqu'à la réexportation du véhicule ou son dédouanement aux conditions réglementaires en vigueur.

Il est à préciser que toute nouvelle importation de véhicule, sous le régime de l'admission temporaire, est subordonnée soit à la réexportation du premier véhicule, soit, le cas échéant, à sa mise à la consommation aux conditions réglementaires.

Par ailleurs, en cas de décès du bénéficiaire du régime de l'admission temporaire, les services douaniers autorisent les ayants droit ou toute personne mandatée par eux à rapatrier le véhicule à l'étranger ou le dédouaner aux conditions réglementaires.

13. Dédouanement pour la ferraille

Tout véhicule admis temporairement ayant subi des dommages graves (accidenté, calciné, très endommagé ou entièrement détruit, etc.) empêchant sa réexportation, peut être dédouanée pour la ferraille dans les conditions réglementaires.

Les demandes de dédouanement des véhicules automobiles pour la ferraille sont à déposer auprès du bureau douanier le plus proche du lieu où se trouve le véhicule en question, appuyées des pièces ci-après:

- **Copie du document de l'admission temporaire;**
- Original ou le duplicata de la carte grise du véhicule;
- Photographies du véhicule prises sous différents angles;

- Rapport d'expertise établi par un expert agréé;
- Original de la « Fiche de Rejet » délivrée par le Ministère des Transports pour les cas des véhicules refusés pour éléments d'identification, à la visite technique ou; le Procès-verbal de constat établi par les autorités compétentes, ou constat à l'amiable pour les véhicules accidentés.

La régularisation de la situation douanière des véhicules visés aux points 12 et 13 ci-dessus, peut être effectuée par les MRE eux mêmes ou, pour leur compte, soit par les organismes d'assurance et d'assistance agréés, soit par les compagnies d'assistance agissant en tant que correspondants de compagnies d'assurance étrangères et autorisées pour ce faire.

14. Importation de pièces de rechange :

Les parties et pièces détachées destinées à la réparation des véhicules accidentés ou en panne, appartenant à des MRE, peuvent être importées sous le régime de l'admission temporaire. Cependant, le bénéfice de ce régime est subordonné au dépôt d'une demande d'importation par l'entremise de compagnies d'assistance qui doivent être dûment autorisées à cet effet par l'Administration des Douanes et Impôts Indirects.

Les pièces de rechange importées dans ce cadre seront prises en charge sur le système BADR (AT Voyageurs) au nom de l'importateur du véhicule.

Les pièces remplacées doivent être réexportées au terme de séjour au Maroc du véhicule considéré ou, éventuellement, mises à la consommation avec paiement des droits et taxes exigibles (cf. Circulaire n° 4691/313 du 10/04/2001).

15. Véhicules déclarés volés

En cas de vol de son véhicule, le MRE demeure redevable des droits et taxes d'importation exigibles. Pour régulariser la situation douanière de son véhicule, il doit soit acquitter les droits et taxes correspondants, soit les garantir selon les deux options ci-après :

- en produisant l'engagement de régularisation établi par une société d'assistance agréée ou ;
- en souscrivant par ses soins un engagement de régulariser la situation du véhicule volé dans un délai n'excédant pas 1 an (cf. note n° 17707/421 du 25/09/2001).

Le modèle de cet engagement est téléchargeable via sur le site Internet, selon le chemin suivant :

[www.douane.gov.ma/Particuliers / Marocains Résidant à l'Étranger / Voir aussi / Formulaires.](http://www.douane.gov.ma/Particuliers/Marocains_Résidant_à_l'Étranger/Voir_aussi/Formulaires)

En cas de souscription de l'engagement précité, le MRE ne peut importer une autre voiture qu'après régularisation de la situation douanière du premier véhicule. Il est précisé à ce propos que l'engagement souscrit est valable une (01) année et que des pénalités sont prévues en cas de non-respect de ce délai.

III - REGIME DE CHANGE

1- Importation de moyens de paiement libellés en devises

Les MRE peuvent importer librement au Maroc des moyens de paiement libellés en devises sans limitation de montant. L'importation de devises peut s'effectuer sous forme de billets de banque, chèques de voyage (traveller's chèques), chèques bancaires ou postaux, lettres de crédit, cartes de crédit ainsi que tout autre moyen de paiement libellé en devises.

Lorsque le montant des moyens de paiement importés est égal ou supérieur à la contre-valeur de 100.000 Dhs, la souscription à l'entrée du territoire national, auprès des services douaniers, d'une déclaration est obligatoire. Cette déclaration, mise à disposition sur demande par ledit bureau, doit être conservée pour justifier, notamment, aux services des douanes à la sortie l'origine des moyens de paiement exportés ou l'achat en détaxe, pour l'exportation, de produits d'une valeur supérieure à 100.000 dhs.

Il est à préciser que cette déclaration d'importation des moyens de paiement, est valable pour un seul séjour au Maroc et pendant une période ne dépassant pas six (06) mois.

Cette déclaration peut être souscrite, à titre facultatif, pour des montants inférieurs à la contre valeur de 100.000 dirhams.

2- Exportation de moyens de paiement libellés en devises

Lors de son départ du Maroc, un MRE est autorisé à exporter les moyens de paiement en devises qu'il avait précédemment importés et ce, dans les conditions suivantes :

- Lorsque le montant à transférer est égal ou supérieur à la contre-valeur de 100.000 Dhs, l'exportation est soumise à déclaration aux services douaniers des frontières et doit être justifiée, notamment par la déclaration d'importation souscrite initialement ;
- L'exportation d'un montant inférieur à la contre-valeur de 100 000 Dhs n'est pas soumise à justification, sauf en cas de contrôle pour présomption de fraude.

Important: En cas d'intention de réexportation des sommes ou une partie de ces sommes en devises importées, il vous est loisible de les déclarer au moment de leur importation ou justifier leur origine étrangère lors de leur exportation.

Un MRE peut racheter et exporter jusqu'à 50% des devises rapatriées et cédées sur le marché des changes au cours des douze (12) derniers mois dans la limite d'un montant de 100.000 Dhs et ce, à l'exclusion des devises portées éventuellement au crédit de son compte en dirhams convertibles.

Ces exportations de devises en billets de banque peuvent être justifiées aux services douaniers des frontières, en cas de contrôle, par la production des bordereaux de change correspondants remis par l'intermédiaire agréé ayant effectué l'opération de change.

3- Importation et exportation de dirhams

Un MRE est autorisé à importer et exporter par devers lui un montant en billets de banque marocains n'excédant pas 2.000 Dhs.

4- Voyages personnels : Dotation touristique

- **les MRE ne pouvant obtenir de devises par débit de compte en dirhams convertibles ou par rachat dans les conditions précitées, ont la possibilité de bénéficier, au même titre que les résidents et dans les mêmes conditions de la dotation touristique en devises d'un montant maximum de 45.000 Dhs par personne et par année civile. Ce montant peut être majoré d'un supplément équivalent à 10 % de l'impôt sur le revenu sans que le total n'excède 100.000 Dhs.**

Cette dotation peut être cumulée avec d'autres dotations accordées dans le cadre d'une autorisation générale ou particulière de l'Office des Changes:

- * **au titre de la dotation « Omra »: 15.000 Dhs par personne et par année civile ;**
- * **au titre de la dotation « Hajj »: 15.000 Dhs par personne et par année civile.**

5- Voyages pour études à l'étranger

Les personnes physiques de nationalité marocaine résidentes ainsi que les Marocains Résidant à l'Étranger désirant poursuivre des études supérieures ou effectuer des stages à l'étranger, bénéficient d'une allocation «départ-scolarité » en devises de l'équivalent de 25.000 Dhs servie en une ou plusieurs tranches soit par la banque domiciliaire du dossier « études à l'étranger », soit par une autre banque.

6- Voyages pour soins médicaux à l'étranger

Les intermédiaires agréés peuvent délivrer, sur présentation d'un certificat médical établi par le médecin traitant, aux Marocains Résidant à l'Étranger au même titre que les personnes physiques résidentes une allocation « départ » en devises de l'équivalent de 30.000 Dhs par voyage pour effectuer des soins médicaux à l'étranger.

7- Carte de Crédit Internationale

Au cas où un MRE est titulaire d'un compte en devises ou d'un compte en dirhams convertibles, sa banque peut lui délivrer une carte de crédit internationale qu'il peut utiliser, tant au Maroc qu'à l'étranger, à hauteur des disponibilités des comptes précités.

IV - BENEFICE DE LA DETAXE AUX FRONTIERES

Les MRE en visite au Maroc, peuvent se faire rembourser la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) acquittée sur les achats sans caractère commercial destinés à être utilisés à l'étranger.

Peuvent bénéficier de la détaxe de TVA, les biens acquis le même jour, chez un même vendeur (agrée) et portant sur un montant supérieur ou égal à deux mille (2000) Dhs TVA comprise.

Sont exclus de la détaxe les produits alimentaires (solides et liquides), les tabacs manufacturés, les médicaments, les pierres précieuses non montées, les armes, les moyens de transport à usage privé, leurs biens d'équipement et d'avitaillement et les biens culturels.

Pour bénéficier de la détaxe de la TVA, l'intéressé doit **présenter les biens achetés**, avant embarquement, aux services douaniers appuyés de la facture et du bordereau de vente en 3 exemplaires délivrés par le vendeur.

Pour se faire rembourser, le bordereau de vente portant le cachet de la douane doit être communiqué au prestataire du service de détaxe dans un délai de trois (03) mois à partir de la date d'achat des articles.